

Questions orales

L'hon. Bud Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je recommande au chef néo-démocrate de lire la transcription de l'interpellation qui a eu lieu à ce moment-là alors que le premier ministre signalait les divers choix qui leur étaient offerts, celui-là étant l'avant-dernier, si c'était la voie dans laquelle ils voulaient s'engager.

Des voix: Oh, oh!

M. Cullen: Le Canada et le monde entier peuvent utiliser les talents et les aptitudes de certains et nous le faisons dans tout le Canada et dans le Nord lorsqu'on nous le demande de façon répétée. Il faut féliciter le premier ministre d'avoir signalé que l'on ne devrait pas vouloir utiliser ses talents uniquement dans les centres urbains, mais dans tout le Canada pour faciliter notre expansion. Dans la mesure où nous le pouvons par l'intermédiaire de l'ACDI et d'autres agences de l'État, nous mettons ces talents à la disposition du monde entier. Je sais que cette formule est inconnue du NPD et des Conservateurs qui veulent gâter nos jeunes, mais je ne crois pas que ces derniers aimeraient se faire traiter ainsi.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, j'espère que le ministre répondra à la question que je lui ai posée. Je la répète. Le gouvernement est-il prêt à aider financièrement les étudiants qui sont dans le besoin, qui se cherchent un emploi pour les quelques mois prochains afin de payer leurs études universitaires ou postsecondaires à l'automne? Le gouvernement est-il disposé à les aider à réduire leurs dettes? Dans sa réponse à la première question, j'aimerais que le ministre tienne compte de la seconde. C'est inconcevable, mais le premier ministre a déclaré se soucier beaucoup plus des femmes de Terre-Neuve qui ont du mal à se trouver un emploi pour huit semaines, période qui donne droit, aux termes de la loi actuelle, aux prestations d'assurance-chômage. Voilà ce qu'il a dit aux étudiants. Le gouvernement passera-t-il de la parole aux actes en retirant la mesure législative dont le Parlement est actuellement saisi et qui de fait ôtera à ces femmes dont le premier ministre a parlé toute possibilité de toucher des prestations d'assurance-chômage?

M. Cullen: Encore une fois, le NPD est prêt à se contenter de la situation actuelle qui, de fait, sert mal les membres de la catégorie en cause. A vrai dire, je ne puis que rejeter cette attitude. Au fond, le député raconte des histoires en donnant à entendre que le gouvernement fédéral ne fait rien pour aider les étudiants du postsecondaire. Je l'invite à consulter le budget et à considérer les millions de dollars qui sont dépensés uniquement à l'égard des études postsecondaires, sans parler du Programme de formation de la main-d'œuvre, du programme Canada au travail, et de tout l'ensemble des programmes qui sont appliqués et dont les jeunes peuvent se prévaloir.

M. Broadbent: Je me vois contraint de répéter une troisième fois ma première question.

Des voix: Oh!

M. Broadbent: Elle porte sur les dettes que doivent encourir tous ceux qui doivent gagner leur vie tout en poursuivant des études universitaires; il s'agit des dettes des étudiants, non de

[M. Broadbent.]

celles des universités. Le ministre va-t-il faire en sorte que tous les Canadiens qui doivent gagner leur vie tout en poursuivant des études universitaires et qui ne pourront pas trouver d'emploi pour travailler cet été reçoivent une aide financière directe du gouvernement fédéral, de façon à leur permettre de régler leurs frais d'inscription et leur part des frais de logement et de nourriture pendant la prochaine année universitaire?

Une voix: Pas de réponse!

* * *

[Français]

L'HABITATION

ON DEMANDE POURQUOI ON RETARDE L'INSPECTION DES MAISONS APPARTENANT À DES GENS QUI DÉSIRENT DES SUBVENTIONS EN VERTU DU PAREL

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je voudrais maintenant adresser une question à l'honorable ministre des Affaires urbaines.

L'honorable ministre des Affaires urbaines pourrait-il s'informer des raisons du retard à faire l'inspection des maisons qui appartiennent à des personnes qui ont demandé des subventions en vertu du programme PAREL, dans la région desservie par le bureau de la Société centrale d'hypothèques et de logement de Val-d'Or, et le ministre voudrait-il nous faire connaître les raisons de ces longs délais?

L'hon. André Ouellet (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur le président, je vais vérifier et je ferai connaître à l'honorable député les conclusions de mon enquête.

M. Laprise: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

En même temps que l'honorable ministre s'informerait de ces retards, voudrait-il en même temps s'informer pourquoi les personnes qui demandent des garanties de prêts pour la construction ou l'achat de maisons neuves, lorsque les prêteurs agréés disposent de plusieurs centaines de milliers de dollars et même probablement d'un million de dollars, sont victimes d'un retard?

M. Ouellet: Oui, monsieur le président.

* * *

[Traduction]

L'ÉNERGIE

PÉTROLE—LA POSSIBILITÉ D'UN PRIX PLUS ÉLEVÉ AU CANADA QU'ÀUX ÉTATS-UNIS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Le 23 mars, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, en réponse à une question que je lui posais, a dit que le gouvernement avait pris grand soin, en haussant le prix du pétrole, de ne pas s'écarter de sa politique visant à maintenir les prix nationaux du pétrole au même niveau que ceux du marché international ou à un niveau inférieur. Voici la suite de sa réponse, qu'on trouve à la page 4253 du Hansard: